

d'un public actif et intéressé qui, stimulé par les médias, réagit aux événements internationaux indépendamment de la politique du gouvernement. La meilleure illustration de ce phénomène, c'est que le débat sur la politique étrangère aux États-Unis a une influence considérable sur ce que les Canadiens pensent qu'elle devrait être chez eux. Les Canadiens passent beaucoup de temps à suivre les activités des Américains dans le monde et à y réagir. Il ne faut pas chercher bien loin les raisons de cet intérêt. Les États-Unis sont une superpuissance, l'un des principaux acteurs sur la scène mondiale et le chef de file de l'alliance occidentale; ils sont donc forcément le point de mire de l'attention internationale. En outre, comme le débat sur la politique étrangère est très ouvert aux États-Unis et que, grâce aux médias, il meuble les soirées des Canadiens anglophones, il nous invite à une participation indirecte en tant que voisins intéressés.

La participation est, en fait, bien plus qu'indirecte. En effet, certaines des doléances faites à Ottawa en matière de politique étrangère visent en réalité le gouvernement de Washington, par l'intermédiaire de celui d'Ottawa. Ainsi, le vif intérêt que de nombreux Canadiens portent à la situation en Amérique centrale va bien au-delà du rôle que joue directement le Canada dans cette région. En fait, ceux-ci veulent surtout que le gouvernement canadien incite ouvertement et directement le gouvernement américain à modifier sa politique. La réticence de nos gouvernements successifs à jouer ce rôle a été une source de déception amère pour les Canadiens qui s'intéressent de près à la situation en Amérique centrale.

Cet intérêt particulier que les Canadiens portent à Washington tranche avec leur attitude envers Moscou. Bien que les Canadiens compatissent au sort du peuple afghan entre les mains de l'occupant russe, ils se sentent étrangers au débat national en Union soviétique et considèrent la question strictement comme un problème de relations extérieures.

Le comité s'est intéressé de près à la façon dont les médias façonnent l'opinion que les Canadiens se font des affaires internationales. En fait, il a consacré deux réunions-débats exclusivement à ce thème. Le paradoxe qu'ont révélé ces débats, c'est qu'au moment même où la population canadienne commence à s'intéresser beaucoup plus à la situation internationale, le Canada doit compter de plus en plus sur les médias de communication étrangers, tout comme le font les autres pays qui ne sont pas représentés au sein des grandes agences de presse qui se disputent actuellement le marché mondial des communications. Et surtout, selon leurs représentants, les journaux et les réseaux de radio et de télévision canadiens sont loin d'être organisés pour couvrir l'actualité internationale. Ainsi, il n'y a aucun correspondant de la télévision canadienne en poste en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique ni au Moyen-Orient, et le coût croissant de la réalisation des reportages et de leur transmission par satellite risque d'aggraver encore cet état de choses. Il faut certes souligner le travail de certaines agences de presse canadiennes qui ont des bureaux à l'étranger, et qui en ont même récemment augmenté le nombre, mais il reste que les Canadiens doivent se procurer beaucoup trop d'informations internationales auprès d'agences étrangères. Par voie de conséquence, l'information et les analyses qu'on leur transmet sont présentées sous un angle différent de celui qu'auraient adopté des journalistes et des analystes canadiens.

Ce problème revêt une importance vitale car il influe sur la façon dont les Canadiens et leur gouvernement perçoivent les événements internationaux, de même que sur les positions adoptées par le Canada sur la scène mondiale. Nous croyons que nous devons attirer l'attention de la population sur l'insuffisance des dispositions existant à l'échelle nationale pour la couverture des nouvelles internationales. Or, il est